CE SERA LE PREMIER DU GOUVERNEMENT OUYAHIA

Conseil des ministres ce mercredi

Abdelaziz Bouteflika réunira, ce mercredi, le Conseil des ministres, le premier depuis le retour d'Ouyahia à la tête du gouvernement et le troisième depuis le début de l'année.

Kamel Amarni- Alger (Le Soir) - Le dernier Conseil des ministres remonte, en effet, au 13 avril dernier, du temps où Belkhadem présidait encore aux destinées du gouvernement.

Ces «retrouvailles» avec Ouyahia, plus de deux années après son limogeage, s'annoncent comme le véritable coup de starter à la campagne que les deux grands clans au pouvoir ont décidé de mener ensemble, en prévision de la reconduction de Bouteflika à la tête de l'Etat au-delà d'avril 2009. Et comme en politique l'argent fait bien le bonheur, en période pré-électoral notamment, une bonne partie des travaux du Conseil des ministres de ce mercredi sera consacrée à l'examen de la loi de finances complémentaire pour 2008.

Exceptionnellement, Bouteflika avait ordonné à Belkhadem de revoir à la hausse la dotation budgétaire, «traditionnellement» fixée sur la base d'un baril de pétrole à 19 dollars. Ce sera d'ailleurs du simple au double, puisque cette base passe de 19 dollars à 37 dollars le baril, comme adopté par le gouvernement sous Belkhadem. A la veille d'échéances politiques importantes, notamment la révision de la Constitution et la finalité de celle-ci, à savoir assurer «la stabilité» au palais d'El-Mouradia, pour reprendre l'argumentaire officiel justifiant le troisième mandat de Bouteflika. Ce dernier s'apprête à convoquer le Parlement pour «se débarrasser» de cet obstacle que constitue pour lui l'article 74 de la Constitution introduit par Zeroual en 1996 et limitant le nombre de mandats présidentiels à seulement deux pour le même président. Déjà qu'il veut et a donc décidé de contourner la consultation du peuple sur la question, Bouteflika sait que, désormais, tout se jouera pour lui sur le front social. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le premier Conseil du gouvernement que préside Ouyahia dès son retour aux affaires avait été consacré à la préparation de la rentrée sociale et du Ramadan, qui coïncideront cette année. Une période habituellement redoutée par le pouvoir pour ses exigences en matière de consommation, de dépenses pour les ménages et les flambées des prix qui vont toujours avec. Soit, tous les ingrédients qu'il faut pour faire monter la colère sociale, pas très recommandée en période électorale et de manœuvres politiques à la hussarde.

K. A.

Photo : Samir Sid

Une «solide» loi de finances comme argument.

ÉLECTION DU SECRÉTARIAT NATIONAL DE L'UGTA

La liste de Djenouhat rafle la mise

Quatre mois après la tenue de son 11e congrès national, l'UGTA s'est dotée, hier, d'une nouvelle direction nationale. Douze secrétaires nationaux, dont quatre ayant fait partie du secrétariat national sortant, ont été élus à bulletin secret. Première conclusion : la liste menée par l'ex-secrétaire national chargé de l'organique, M. Salah Djenouhat, a raflé la mise.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il était minuit trente minutes, lorsque le dépouillement des 264 bulletins a pris fin. Mais avant l'annonce des résultats finaux, les estimations de fin de soirée avaient été confirmées. La liste conduite par Salah Djenouhat, onze candidats à l'exception de Abdelkader Malki, l'ex-secrétaire national chargé des relations extérieurs, est sortie victorieuse de cette première bataille «électorale». Ainsi, on retrouve pour la seconde fois consécutive au secrétariat national de l'UGTA, Salah Djenouhat (Alger) et Salah Adjabi (Guelma), alors que Benmouhoub El-Hachemi et Abdelkader Malki sont, respectivement pour la troisième et cinquième fois, membres de la direction nationale de l'UGTA. Il est important de rappeler que ces deux responsables syndicaux avaient, pour la première fois, mis les pieds au sein du secrétariat national de l'UGTA en 1982, soit lors de l'élection de Belakhdar Tayeb à la tête du secrétariat national de la Centrale syndicale.

Les nouveaux arrivants sont, pour la région du centre, Guettiche Ahmed (Médéa) et Telli Achour (fédération électricité et gaz). A l'est, on retrouve Hamarnia (Annaba) et Maïza (Sétif). A l'ouest, Djebbar (Sidi-Bel-Abbès), Messous (Chlef) et Mustapha El-Hadj (union locale d'Arzew).

Enfin, au sud, outre Abdelkader Malki, les «électeurs» de la CEN ont voté pour Seguer Salah de l'union de wilaya de Ouargla comme second représentant de la région du sud du pays. Deuxième conclusion : sur les douze membres du secrétariat national, un seul élu est issu du secteur économique. Il s'agit de M. Telli Achour de la fédération de l'électricité et gaz (Sonelgaz). Le reste des membres est issu des structures verticales, contrairement à ce qu'avait souligné le secrétaire général de l'UGTA qui annonçait dans son discours que «l'enjeu économique et social sera important pour les cinq prochaines années», d'où son souhait de disposer au sein du futur secrétariat national des élus issus du secteur économique. Autre particularité à relever, la nouvelle composante du secrétariat national qui est à domination Rndiste, un état de fait qui a posé la question de savoir si «l'arrivée d'Ahmed Ouyahia à la tête de l'exécutif n'avait pas influé sur le cours des événements».

Troisième conclusion : cette liste à bulletin secret était celle qui devait l'emporter au troisième jour du 11e congrès. Question : «Pourquoi a-t-on perdu quatre mois pour se retrouver avec la même composante humaine au sein du secrétariat national ?» Pour cette fois-ci la liste victorieuse bénéficie d'une légitimité des urnes, ce qui conforte l'idée que «le 11e congrès a bel et bien été préparé dans des conditions totalement différentes des autres congrès organisés jusque-là par la Centrale syndicale».

En effet, pour un grand nombre d'observateurs, si le principe du retour à l'urne dans l'élection des représentants des travailleurs est désormais consacré au sein de la Maison du peuple, il n'en demeure pas moins que cette «démarche devait voir le jour avant même la tenue du dernier congrès».

Et en guise d'illustration de cette nouvelle «pratique» que l'UGTA a voulu appliquer au sein de ses structures, «il était important que les délégués au 11e congrès soient véritablement l'émanation de la base syndicale».

Quatrième conclusion : la consécration de la liste menée par Salah Djenouhat avait provoqué avant-hier une ambiance particulière dans la grande salle de conférences de l'hôtel Safir. Si du côté des vainqueurs la fête était totale, parmi les vaincus, la tristesse et la colère étaient générales. Colère exprimée en direction du secrétaire général de l'UGTA, à qui on n'a reproché «le laxisme dans la gestion de cette importante étape post-11e congrès».

Enfin, il est à noter que c'est aux membres du nouveau secrétariat de procéder à la rédaction du règlement qui déterminera le fonctionnement des structures de l'UGTA, dont celui du secrétariat national.

A. B.

PRESSE PRIVÉE FINANCÉE PAR L'ARGENT DU CONTRIBUABLE

Basta !

Finalement, l'Etat ne dilapidera pas l'argent public dans une douteuse opération de soutien à des entreprises de presse privées.

La morale est sauve. Car, on avait compris qu'une nouvelle tentative de sauvetage de ces feuilles de chou incapables de payer les imprimeries, allait leur prolonger la vie pour qu'elles puissent jouer leur rôle aux prochaines échéances politiques !

Incapables d'équilibrer leur gestion, malgré le flux massif de publicité étatique, ces pseudo-entreprises sont l'une des plus grosses escroqueries de l'Algérie des années 2000. Il est utile de se poser la question de savoir où va l'argent ainsi engrangé : vente et publicité !

Le ministre de la Communication nous dit que 75% du volume de la publicité émanant de l'Anep va aux titres privés. Sauf *le Soir d'Algérie*, faut-il le préciser !

Transferts à l'étranger, achats de biens immobiliers, investissements dans d'autres secteurs, train de vie royal : voilà où vont essentiellement les recettes qui auraient dû servir à payer les imprimeries !

Il faut mettre le holà à cette situation désastreuse qui n'a jamais été imaginée par le plus pessimiste d'entre nous au moment où nous lancions nos quotidiens en 1990. Le budget de l'Etat, qui est si avare lorsqu'il s'agit de sauver des entreprises publiques qui emploient des milliers de travailleurs, est ainsi généreusement mis à la disposition de sociétés privées mal gérées !

Ces éditeurs sans scrupule s'en sont tirés jusque-là en faisant de leurs titres des instruments de propagande au service du pouvoir.

Il est temps que cela cesse, car le gouvernement et toutes les institutions de l'Etat disposent de la presse gouvernementale (*) et de la radio et télévision pour faire passer leurs messages et si certains journaux veulent soutenir le régime, c'est leurs droits, mais pas en négociant ce «soutien» au prix fort et sur le dos du contribuable !

La mise au point de M. Boukerzaza dans le journal *L'Expression* met du baume au cœur de tous les éditeurs honnêtes, de ces femmes et hommes qui continuent de croire dans l'aventure intellectuelle d'une presse dégagée de toutes les pesanteurs.

Une presse libre et professionnelle qui, une fois dépassées les turbulences de l'adolescence, tente de gagner sa place au soleil à la seule force de ses bras.

Une presse appartenant à des journalistes intègres qui poursuivent le combat de la vérité contre vents et marées, contre les pressions politiques et celles de l'argent, remportant ainsi la plus belle des victoires : la confiance de leurs lecteurs !

Maâmar Farah

(*) L'Etat est libre de financer ses titres ou d'éponger leurs dettes. Notre propos ne concerne pas nos confrères du secteur public.